

Les Institutions européennes
La Présidence française du Conseil de
l'Union européenne

Michel Riquier

Les Institutions Européennes

La Présidence française du Conseil de l'Union Européenne



Hymne: Ode à la Joie – Symphonie N° 9 Beethoven

Traduction française

Ô amis, pas de ces accents !
Laissez-nous en entonner de plus agréables,
Et de plus joyeux !

Joie, belle étincelle divine,
Fille de l'assemblée des dieux,
Nous pénétrons, ivres de feu,
ô celeste, ton sanctuaire !
Tes charmes rassemblent
Ce que, sévèrement, les coutumes divisent ;
Tous les humains deviennent frères,
lorsque se déploie ton aile douce.

Celui qui, d'un coup de maître, a réussi
D'être un ami d'ami;
Qui a fait sienne une femme accorte,
Qu'il mêle son allégresse à la nôtre !
Même celui qui n'a qu'une âme
qui lui appartient sur la terre entière !

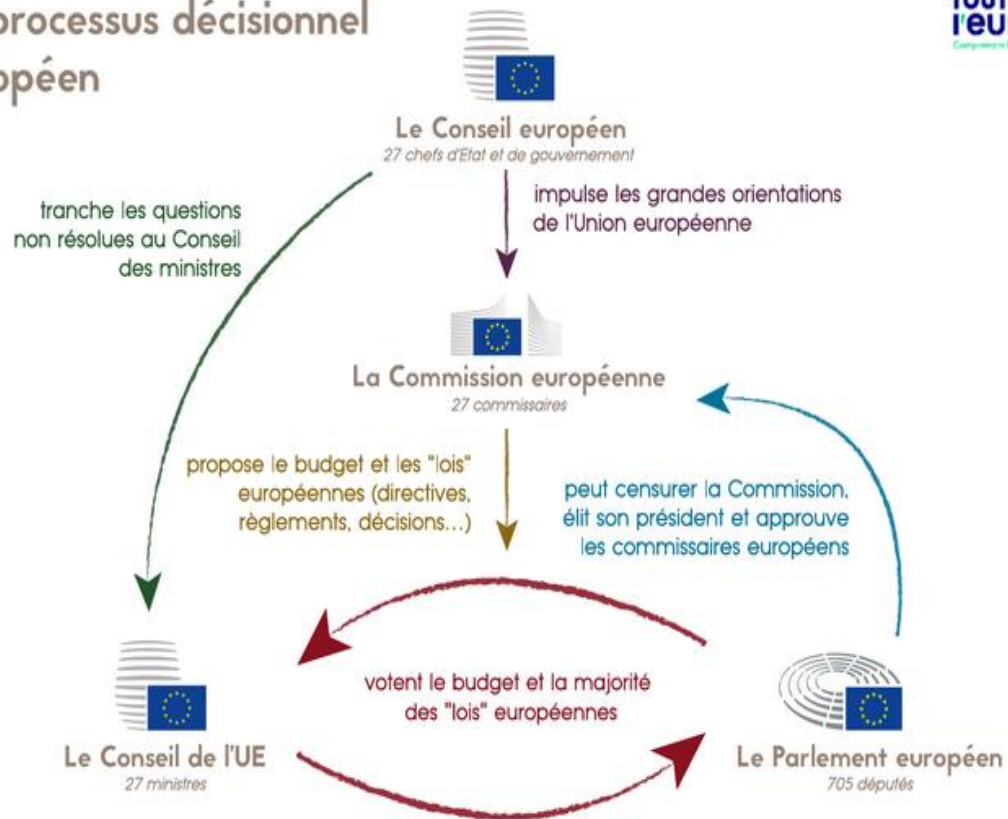
Les traités européens

1951	Traité de Paris	Création CECA
1957	Traité de Rome	Création CEE
1992	Traité de Maastricht	Création de l'Union Européenne
1997	Traité d'Amsterdam	Sécurité et Justice
2001	Traité de Nice	Elargissement de l'UE
2007	Traité de Lisbonne	Fonctionnement de l'UE
2012	Bruxelles	Création de la zone Euro

Les institutions de l'UE

- . Le Conseil**
- . La Commission européenne**
- . Le Parlement européen**
- . Le Conseil de l'Union Européenne**
- . La Cour de justice de l'Union européenne**
- . La Cour des comptes européenne**
- . La Banque centrale européenne (Euro)**

Le processus décisionnel européen



Le Conseil

- . Il initie la plupart des grandes décisions européennes.**
- . Il réunit régulièrement à Bruxelles les chefs d'Etat et de gouvernement des 27 pays membres,**
- . Il définit, à l'unanimité dans la plupart des cas, les grandes orientations de l'UE.**
- . Il joue un rôle de coordination, d'arbitrage ou de déblocage des dossiers difficiles.**

NB: si la pratique des sommets de dirigeants date des années 1960, le Conseil européen a été créé en 1974 par le président français Valéry Giscard d'Estaing et le chancelier allemand Helmut Schmidt, puis promu au rang d'institution européenne en 2009 avec le traité de Lisbonne. Ce dernier crée également la fonction de Président du Conseil , nommé pour deux ans et demi (actuellement le Belge Charles Michel).

La Commission Européenne

- . **Présidence: Mme Ursula von der Leyen**

- . **Initiatives législatives**

 - Directives, Règlements, Recommandations**

- . **Organisation:**

 - 27 Commissaires**

 - Directions Générales en appui des commissaires**

Directives, Règlements, Décisions , Recommandations,

- . Une **Directive** est un acte normatif, donne des objectifs à atteindre par les pays membres, avec un **délai** qui permet aux gouvernements nationaux de s'adapter à la nouvelle réglementation.
- . Un **Règlement** est obligatoire dans tous ses éléments **dès son entrée en vigueur**. Il ne peut pas s'appliquer de manière incomplète ou sélective. Il s'applique de manière simultanée et uniforme à l'ensemble des États membres de l'Union, sans aucune mesure de transcription nationale
- . Une **Décision**, comme le règlement, est juridiquement contraignante et **directement applicable**, peut désigner spécifiquement un ou plusieurs destinataires, qui peuvent être des États membres, des entreprises, voire des particuliers : elle n'a alors de force obligatoire que pour ses destinataires.
- . Une **Recommandation** n'a pas force de loi mais est négociée et votée en suivant les procédures législatives de l'Union européenne, n'est pas légalement contraignante pour les États membres

Quelques exemples

- . **Directive:**

Ex: Droit des consommateurs, indemnités transport ...

- . **Règlement:**

Ex: Sur les produits importés, normes, taxation ..

- . **Décision:**

Ex: Participation de l'UE à l'action d'organisations de lutte contre le terrorisme

- . **Recommandations:**

Ex: Usage de la visioconférence entre services judiciaires transfrontaliers

- . **Avis:**

Ex: Expression d'une opinion avant l'élaboration d'une législation

Emetteurs: Commission, Conseil, Parlement, Comité des Régions, CESE

Le Parlement de l'UE

- . 705 députés, 7 groupes politiques, 28 commissions**
- . 3 pouvoirs:**
 - Législatif**
 - Budgétaire**
 - Contrôle de la Commission**
- . Droit de pétition des citoyens**
- . Médiateur européen des conflits citoyens/Etat**

79 Députés français

PPE	8	Parti Populaire Européen
S&D	6	Sociaux et Démocrates
Renew Europe La	23	Centre Démocrates
Verts/ALE	13	Alliance Libre Europe
ID	23	Identité et Démocrates/Droite
La Gauche	6	Socialistes - Divers

Point important

. Le Conseil

Réunit les 27 chefs d'Etats et de Gouvernement

. Le Conseil de l'Union européenne

Réunit les Ministres des Etats selon disciplines traitées

(ex: Affaires Etrangères, Agriculture, Affaires sociales ...)

Présidence « tournante », chaque semestre

(ex: Slovénie, France, Suède ..)

Le Conseil de l'Union européenne: compétences

(également appelé "Conseil des ministres de l'UE")

- . Se prononce, après le Parlement européen, sur les textes de loi et le budget européens.**
- . Composé des Ministres des 27 Etats membres,**
- . il se réunit une centaine de fois par an autour de domaines particuliers (Agriculture, Affaires étrangères, Economie...).**
- . Il peut modifier, adopter ou rejeter les propositions de directives ou de règlements préalablement amendées par le Parlement européen.**
- . Le Conseil de l'UE vote à la majorité qualifiée**
(chaque Etat a un poids particulier dans le vote en fonction de sa population)

Autres institutions et organes

. La [Cour de justice de l'Union européenne \(CJUE\)](#) chargée d'examiner la légalité des actes européens et de résoudre les conflits juridiques entre institutions et/ou Etats membres.

Siège à Luxembourg.

. La [Banque centrale européenne \(BCE\)](#), qui gère la monnaie unique pour les 19 membres de la zone euro, assure la stabilité des prix et mène la politique monétaire de l'UE.

Basée à Francfort (Allemagne).

. La [Cour des comptes](#), dont la mission est d'améliorer la gestion financière de l'UE.

Siège à Luxembourg

Le capital de la BCE

- . Origine des fonds:**

 - Banques centrales nationales (BCN)**

 - 10.825.007. 069 € (au 29/12/21)**

 - Part de la France: 16,7 % ; 1.673.513.927 €**

- . Clé de répartition de l'Eurosystème**

 - Ex: achat de titres des banques**

- . Bénéfices:**

 - 20 % Fonds de réserves**

 - 80 % répartis aux BCN**

- . Contribution des banques hors Eurozone**

Organes consultatifs

- . Le Comité économique et social européen (CESE)
permet aux organisations de la société civile des États membres d'exprimer leur avis au niveau européen,
- . Le Comité des régions
composé des représentants des collectivités locales
- . La Banque européenne d'investissement (BEI),
finance des projets d'intérêt européen sur le territoire européen et dans les pays tiers,
- . Le Haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité,
conduit et coordonne la politique étrangère et de sécurité de l'Union
(actuellement l'Espagnol Josep Borrell)

Le Conseil de l'Union Européenne

Présidence tournante chaque semestre

Logo de la Présidence Française



Programme de la Présidence française

Thèmes :

Relance,

Puissance,

Appartenance

1. L'Europe souveraine :

- . Contrôle des frontières extérieures**
- . Réforme de l'espace Schengen :**
 - Pilotage politique par les Ministres concernés**
 - Appui de Frontex et aide entre Etats**
- . Gestion de l'immigration,**
 - harmonisation des conditions d'accueil**

2. La politique de Défense :

- . Création d'un fonds européen de dépenses**
Activation d'une industrie de Défense européenne et de l'accord franco-allemand
- . Livre blanc de Défense sur les orientations stratégiques**
« Boussole stratégique »
- . Revue des relations Afrique/Europe**
- . Balkans occidentaux :**
Intégration économique pour contrer les influences chinoises et turques

Remarque: Une occasion manquée

La Communauté européenne de défense (CED)

- . **Initiateur: René Pleven, 1952**
- . **Pays concernés: France, Belgique, Italie, Pays Bas, Luxembourg, RFA**
- . **Rejet en 1954 par le Parlement français**
causes: Otan, réarmement allemand
- . **Relances d'un système de défense:**
 - . **En 1992: Traité de Maastricht**
 - . **En 2007: Traité de Lisbonne**

3. Le modèle européen de croissance :

(sommet des Chefs d'Etats, le 11 mars 2022)

- . Capacité à produire sur les domaines clés des technologies**
- . Plans d'investissement de l'UE et alliances industrielles**
(hydrogène, batteries, spatial, semi-conducteurs),
- . Cadre budgétaire et financier**
- . Harmonisation des marchés de capitaux**
- . Neutralité carbone, taxe carbone aux frontières, lutte contre la déforestation**
- . Dans le cadre OMC, « clauses miroir » cohérence de la politique commerciale**
- . Protection du modèle agricole , Révision de la PAC**
- . Support du secteur numérique :**
 - Mobilisation d'un financement UE,**
 - Marché unique du numérique**
(DSA = Digital Services Act ; DMA = Digital Markets Act),
 - Régulation des GAFA : actions contre les positions dominantes,**
- . Préservation des équilibres sociaux : minima de salaires, quota homme/femme**
- . Mise en œuvre de l'impôt minimum de 15 % (accord OCDE de 136 pays)**
- . Budget : réforme des critères de Maastricht**

La Présidence doit aussi

**assurer le suivi des décisions arrêtées par la
présidence précédente et
participer à l'élaboration de la présidence
suivante:**

Slovénie, France, Suède

Priorités Présidence slovène

Renforcer autonomie en matière de santé

Transition écologique

Capacité numérique

Relations avec les Balkans

Sécurisation des frontières: Schengen

Immigration et asile